

# NDDL, "démocratie" et lobbying des élu-e-s

Voici maintenant plus de 6 mois, Macron souhaitait "apaiser" les tensions avant, dit-il, une décision "claire" et "assumée" sur le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes.

Le rapport est désormais disponible en ligne ici: <https://mediation-aeroport-du-grand-ouest.fr>

Depuis le 13 décembre 2017, date de remise du rapport de médiation les attaques fusent tous azimuts et avec une violence incontestable, et jusqu'à remettre (encore) en cause la légitimité des médiateurs:

pour les pro-aéroports impossible de laisser valider les possibilités d'abandon.

De la part de personnages se réclamant tellement de la démocratie, cela peut paraître si paradoxal qu'il peut sembler pertinent de s'intéresser au profil des auteur.e.s, à leurs arguments, et peut-être parvenir à en déduire leurs réelles aspirations.

- Le 13 décembre une délégation de 300 personnes, représentatif.ve.s d'associations de circonstance (Les Ailes pour l'Ouest - pour le transfert de l'aéroport, l'ACSAN - contre le survol de Nantes, Coceta - collectif citoyen engagé pour le transfert de l'aéroport), se rendent à Paris pour une manifestation, qui n'a été ni interdite ni même autorisée par la préfecture de Paris  
( <https://www.prefecturedepolice.interieur.gouv.fr/Nous-connaître/Salle-de-presse/Communiqués-de-presse/Manifestations#ancr-0> )

**L'association Des Ailes pour l'Ouest** est animée par un conseil d'administration et un bureau présidés par Alain Mustière, Concessionnaire automobile établi dans la ville de Saint-Herblain

Elle est l'un des interlocuteurs de l'Etat, des collectivités et du concessionnaire AGO-VINCI dans le cadre des consultations publiques comme lors du débat public ou dans l'expertise menée par la commission du dialogue en 2013. Elle s'appuie sur de nombreux rapports entre partenaires économiques et, pour exemple, récemment une analyse produite par la FNTP (Fédération Nationale des Travaux Publics)

L' **ACSAN**, a pour objet la "défense des intérêts des nantais et habitants de l'agglomération nantaise concernés par le survol des avions issus du trafic aérien de l'aéroport Nantes-Atlantique".

"Plus généralement l'ACSAN a vocation à effectuer toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptibles d'en faciliter le développement."

Le **Coceta** quant à lui table essentiellement sur l'évacuation de la zad et à mis en place récemment une pétition et une cagnotte visant à y parvenir.

Quelle que soit l'opinion que l'on puisse en avoir, on peut toutefois objectivement reconnaître une certaine légitimité à ces structures

**A l'exception évidemment des violences qu'elles déploient dans leurs discours !**

Et leurs réseaux "sociaux" sont largement assez équivoques sur ce point.

Mais on peut légitimement se questionner de retrouver dans cette manifestation... **Johanna Rolland**, maire (PS) de Nantes !

Présentant sous un angle politiquement correct un "enjeu écologique", mais que l'on retrouve sur nombres d'autres interview vidéo sous sa face la plus sécuritaire, et entourée de panneaux "évacuez la zad" et "place du référendum" (rappelons encore une fois au passage qu'il s'agissait d'une consultation pour avis)

Également présent lors de cette manifestation, **Jean-Marc Ayrault**, ancien Premier ministre et maire (PS) de Nantes. Que de social-écologie !

Les arguments sécuritaires, déjà largement déployés lors de précédentes campagnes, reviennent de plus en plus souvent parmi les divers acteurs, à tel point que l'on finirait presque par se demander si l'objectif premier est bien la construction d'un aéroport, ou plutôt la destruction d'une alternative politique. Mais poursuivons...

- Ce même 13/12 encore, **Christelle Morançais** (LR), présidente de la région des Pays de la Loire en succession de Bruno Retailleau, se déclarait d'ailleurs scandalisée et fustigeait : " Je ne peux pas accepter davantage que la Région soit plus longtemps la vitrine de l'impuissance publique ", tout en déconsidérant "un rapport pour rien". Nous pouvons noter également au passage la fulgurante ascension de cette nouvelle figure politique, encore conseillère municipale en 2014, partie de la "droite forte et militante" et de la "Manif pour tous", en témoigne la teneur très subtilement (?) catholique et sécuritaire du magazine de la Région des Pays-de-la-Loire, distribué dans toutes les boîtes à lettres.
- Le 18 décembre les " élus locaux" (ou plus précisément les membres du **Syndicat Mixte Aéroportuaire** (SMA) dénoncent des "omissions", " contre-vérités", et "éléments erronés voire éludés" et annoncent qu' "ils ne mettront pas un sou dans le réaménagement de l'aéroport de Nantes Atlantique"

Le Syndicat Mixte Aéroportuaire est un établissement public syndicat mixte en activité depuis 6 ans, établi à Nantes (44200), et spécialisé dans le secteur d'activité de l'administration publique (tutelle) des activités économiques ( <https://www.societe.com/societe/syndicat-mixte-aeroportuaire-200028827.html> ). Il emploie entre 3 et 5 salariés.

Parmi les élu-e-s membres du bureau ( <https://donotlink.it/ngrv> ) on retrouve, au titre des compétences spécifique et générale:

- **Philippe GROSVLET**, Président du SMA et Président du Département de Loire-Atlantique
- **Christelle MORANÇAIS**, 1ère Vice-présidente du SMA et Présidente du Conseil régional des Pays de la Loire
- **Gérard LAHELLEC**, 2ème Vice-président du SMA et trésorier, Vice-président du Conseil régional de Bretagne
- **Johanna ROLLAND**, 3ème vice-présidente du SMA, Présidente de Nantes Métropole
- **Yves MÉTAIREAU**, Secrétaire du SMA, Président de CAP Atlantique (communauté d'Agglomération de la Presqu'île de Guérande)
- **David SAMZUN**, Secrétaire du SMA, Président de la CARENE (communauté d'agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire)
- **Jean-Jacques BERNARD**, Vice-Président de Rennes Métropole
- **Jacques GILLAIZEAU**, Vice-président de Nantes Métropole

- **Freddy HERVOCHON**, Vice-Président du Conseil départemental de Loire-Atlantique
- **Christophe MARTINS**, Vice-Président d'Ille-et-Vilaine
- **Anne PATAULT**, Vice-présidente du Conseil régional de Bretagne
- **Yvon LERAT**, Président de la Communauté de communes d'Erdre et Gesvres

Sont également présents parmi cette liste d'élus quelques cinquante personnalités munies de mandat de représentation.

Son directeur, Marc Bouchery, se targue de "20 ans d'expérience en marketing/communication, développement commercial et territorial, relations institutionnelles et lobbying". Lorsqu'on voit le niveau de communication globale de leurs initiatives, on lui conseillerait bien de changer de métier !

Parmi ses membres aussi, **Jean-Claude Lemasson** (Divers gauche), milite lui aussi pour le transfert. : maire de la ville de Saint-Aignan de Grand Lieu, un autre militant acharné et Vice-président-e de Nantes Métropole (Agriculture périurbaine, Arbre en ville, Forêts urbaines - Risques et pollutions), et président de l'association Sud Loire Avenir ainsi que co-président de l'association "Terres en Villes" (réseau français des acteurs des politiques agricoles et alimentaires d'agglomérations) Il est également chef de l'entreprise Aréa, créé en 1986, concepteur de bâtiments...

La structure du SMA est un tel modèle de transparence qu'il ne rend pas public ses comptes comptables (cf societe.com)

Il est intéressant également de noter que les sommes provisionnées au titre d'une indemnisation du concessionnaire AGO en cas d'abandon du projet sont largement insuffisantes (note de la Cour des comptes du 31 mai 2017 - <https://reporterre.net/La-Cour-des-comptes-n-est-pas-sure-qu-une-indemnisation-serait-obligatoire-en> ) mais aussi que "la Cour des comptes n'est pas sûre qu'une indemnisation serait obligatoire"

Il s'agit pourtant de l'argument économique principal utilisé désormais puisque dans le comparatif des coûts il est avancé une somme autour de 350 Millions d'euros à verser au profit de Vinci.

- Le 19 décembre **Bruno Retailleau**, sénateur de la Vendée et président au Sénat du groupe LR (et anciennement président de ce même SMA), démissionnaire de son poste de président de région et antizadiste forcené, intervient sur Public Sénat en mentionnant à nouveau "une zone de non droit avec des ultra-violents qui sont retranchés avec des systèmes paramilitaires."
- Ce 21 décembre, c'était au tour de **Pascal Bolo** d'intervenir : 1er adjoint (PS) à la Maire de Nantes (PS), et 3e Vice-président de Nantes Métropole, délégué à la Finances, les Évaluations politiques publiques, l'Emploi, le Sport de haut niveau, et les Équipements sportifs d'intérêt métropolitain.  
Ce même Pascal Bolo également président de la Société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération nantaise (SEMITAN)... Peut-être une piste pour soumettre l'extension de la ligne actuelle du tramway sur les quelques kilomètres qui manquent au réseau ? Ou plutôt pour promouvoir l'aménagement de nouvelles lignes à destination du projet ? Encore une fois des intérêts économiques étrangement imbriqués.

Tout cela en 10 jours à peine, et des déclarations évidemment reprises dans différents mainstream, et qui participent à la justification d'actions violentes face au mouvement d'occupation. Certains mainstream tellement convaincus (économiquement?) qu'ils ne prennent plus le temps de faire leur

travail d'investigation et livrent tels quels des documents en provenance de la gendarmerie. Même si un récent démontage a forcé l'un d'eux à s'excuser (le JDD), ce fait est une habitude depuis des années autour de ce dossier. Le grand ouest a pour particularité d'avoir un grand média, Ouest-France, qui se présente comme "libre" par rapport à la sphère générale aux mains de quelques richissimes intérêts privés. Cependant, en croissant et absorbant ses concurrents, tel Presse-Océan, il est devenu promoteur dépendant des intérêts de plus grandes entreprises locales. Il a donc toujours présenté le projet d'aéroport comme une solution d'avenir et n'a dû accepter que par la force du mouvement d'opposition d'enfin lui laisser un peu la parole. Bien entendu, c'est un savant dosage d'articles "pour" et d'articles "contre", beaucoup de communiqués, jamais vraiment d'enquêtes sauf quand il s'agissait d'aller caricaturer "les zadistes", titre toujours plus vendeur que n'importe quel autre. Il n'a jamais été possible pour certains journalistes d'exprimer certaines contradictions, de souligner ces conflits d'intérêts, sauf quand c'était trop gros comme le parcours plutôt gênant de Bernard Hagelsteen, ex-prefet en charge du dossier et recruté par VINCI après qu'il eut quitté ses fonctions ( [https://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard\\_Hagelsteen](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard_Hagelsteen) ) Il paraît qu'un nouveau média d'investigation est arrivé à Nantes. Nul doute qu'il cherchera à prouver son indépendance vis-à-vis des notables et décideurs en faisant, enfin, une enquête digne de ce nom sur les pots de vins et autres magouilles !

QUI bouscule l'apaisement ? QUI fait pression pour l'appel à l'usage de violence ? QUI bloque les processus démocratiques ?

**Il est peu probable que les citoyen-ne-s aient élu des représentant.e.s pour faire naître et développer des groupes d'intérêts privés !**